

Deux témoignages de reconnaissance des Valaisans à Mangourit, résident de la République française en Valais (1798)

André DONNET

Pour le *Liber amicorum*
de Jean-Charles Biaudet.

Les historiens valaisans, en particulier le chanoine Grenat¹, ont généralement porté un jugement sévère sur Michel-Ange-Bernard Mangourit, résident de la République française en Valais durant le premier semestre de 1798 ; ils l'ont fait en se fondant sur un petit nombre seulement de pièces d'un dossier qui, à l'examen, se révèle considérable. Il est certain que, lorsque nous aurons achevé de réunir et de publier les documents relatifs à la révolution valaisanne de 1798², il faudra réviser ce jugement et le nuancer, en tenant compte aussi bien des ordres que Mangourit, agent politique au service du Directoire, a reçus de celui-ci, que de la manière qu'il a employée et des circonstances dans lesquelles il s'est trouvé pour les mettre à exécution.

Nommé résident en novembre 1797 en remplacement de Jean-Frédéric Helflinger, Mangourit arrive à Saint-Maurice dans les premiers jours de janvier 1798 et n'en repartira que dans le courant de juin suivant. Il déploie donc son activité durant une période fort troublée et encore mal délimitée de l'histoire du Valais, qu'on peut, pour le moment, diviser en quatre phases : la première, janvier 1798, où se prépare le soulèvement des communes du Bas-Valais ; la 2^e, du 29 janvier au 16 mars, où le Bas-Valais, devenu indépendant et administré par le comité général de Saint-Maurice, traite d'égal

¹ P.-A. GRENAT, *Histoire moderne du Valais de 1536 à 1815*, Genève, 1904, p. 452 : « Caractère ardent, [...], imposteur effronté, habile à calomnier ou à vanter les ministres de la religion suivant les besoins de sa cause, maniant la parole en vrai tribun populaire, lançant des proclamations où la vérité était étouffée sous le mensonge... », etc.

² Une première série de *Documents pour servir à l'histoire de la révolution valaisanne de 1798 : Procès-verbaux et actes du comité général de Saint-Maurice (3 février - 16 mars 1798)*, a paru dans *Vallesia*, t. XIX, Sion, 1964, pp. 1-188. — Cité ci-après : *Documents* I.

à égal avec la république des Sept-Dizains ; la 3^e, du 16 mars au 13 avril, où la république du Valais, qui a retrouvé une fragile unité sous une nouvelle constitution, institue une Assemblée représentative et un Directoire exécutif provisoires qui sont contraints d'accepter l'incorporation à la République helvétique ; la 4^e, enfin, du 13 avril à la mi-juin, pendant laquelle la mise en place des autorités cantonales helvétiques est suspendue par le soulèvement du Haut-Valais, qui est réprimé dans l'espace d'un mois.

Quoi qu'aient pu penser et écrire jusqu'à maintenant les historiens de l'activité de Mangourit, on doit constater que les Valaisans, à deux reprises, ont tenu à lui témoigner leur reconnaissance. Ils l'ont fait, certes, surtout en remerciement de services passés, mais sans doute aussi par politique, en vue de gagner, de maintenir ou d'accroître la bienveillance du résident à leur égard.

I

Le premier témoignage lui est décerné par le comité général de Saint-Maurice, sous la présidence de Jean-Joseph Duc.

Le 15 février 1798, en effet, le comité, recherchant « le moyen de donner au c. Mangourit une légère marque de la reconnaissance des bannières pour la protection qu'il a bien voulu accorder jusqu'à ce jour, et le zèle et l'intérêt personnel qu'il a développés dans les moments de troubles que l'établissement de notre indépendance a occasionnés », décide « de lui offrir un présent de quelques pièces de vaisselle d'argent de la valeur d'environ trente louis, qui semblait pouvoir lui être présenté sans blesser sa délicatesse ». C'est Charles-Emmanuel de Rivaz, membre du comité, qui est désigné pour s'aboucher avec Joseph Dubetier, négociant à Saint-Maurice, et lui proposer de faire venir « un huilier, une cafetière et une paire de chandeliers, sous la réserve que, si ces pièces ne lui convenaient pas, on pût les renvoyer ». Il est en outre arrêté que « sur ces pièces on ferait graver une inscription qui exprime les sentiments du peuple du Valais »³.

Trois semaines plus tard, le 8 mars, le comité envoie à M^{me} Mangourit « une boîte contenant les pièces d'argenterie suivantes » : une paire de chandeliers « à l'anglaise », une cafetière « du dernier goût », un porte-huilier « à bateau à guirlande », et provenant de chez Jean Veyrassat, marchand orfèvre à Lausanne ; ce présent, offert « au nom du peuple valaisan », coûte « 539 francs de Suisse »⁴.

Là-dessus, M^{me} Mangourit fait une visite de remerciement au président du comité, qui est alors Ch.-Emm. de Rivaz, et lui expose « qu'elle désirait qu'on gravât [sur le présent] des devises qui attestassent qu'elle le tenait de

³ *Ibidem*, p. 32, litt. g.

⁴ *Ibidem*, pp. 130-131. Dans ce prix sont encore comprises « deux carafes [de cristal] de Bohême taillé ». — Jean Veyrassat (1759-1815) fut l'un des membres du comité de réunion qui proclama l'indépendance du Pays de Vaud en 1798. — *DHBS*, t. VII, Neuchâtel, 1933, pp. 114-115.

l'amitié des Valaisans ; que c'était sous ce rapport qu'il lui serait plus agréable » ⁵. Son vœu sera exaucé.

Le 10 mars, c'est Mangourit lui-même — il s'est assuré au préalable du consentement de Talleyrand, ministre des Relations extérieures ⁶ — qui remercie à son tour le comité « du cadeau qu'on avait envoyé à sa femme en témoignant sa peine de la dépense qu'on avait faite à son sujet, et qu'une plaque de cuivre où on lui aurait exprimé ces sentiments l'aurait encore plus flatté » ⁷. Il lui remet, pour sa part, un ouvrage, récemment paru, de Stanislas de Girardin, *Notice historique des descentes qui ont été faites dans les Iles Britanniques...* avec une dédicace autographe, datée du 18 ventôse an VI (8 mars 1798), qui est « présenté à la République du Valais pour sa Bibliothèque en la ville de Saint-Maurice... », et qui est conservé aujourd'hui à la Bibliothèque cantonale, à Sion ⁸.

II

Le Valais occidental et le Valais oriental sont réunis, le 16 mars 1798, à Saint-Maurice, sous l'égide de Mangourit. Une Assemblée représentative provisoire se constitue, et celle-ci désigne un Directoire exécutif de trois membres, qui nommera « aux fonctions dont la constitution [du 3 mars 1798] lui donne la pourvoyance » ⁹.

Cette Assemblée représentative, à son tour, ne va pas tarder à témoigner aussi sa reconnaissance à Mangourit.

⁵ *Documents* I, p. 135 (séance du vendredi après-midi 9 mars 1798, litt. c.).

⁶ Mangourit écrit à Talleyrand, de Saint-Maurice, le 30 pluviôse an VI (18 février 1798), les lignes suivantes :

« Je suis informé que le Bas-Valais a commandé pour ma femme à Lausanne, en reconnaissance, dit-il, de la liberté que le Directoire leur a aidé à reconquérir et dont ils estiment l'organe, un cadeau d'argenterie de la valeur de six cents livres.

« Je vous prie de me faire savoir si elle doit refuser ce cadeau sur lequel il y a une inscription de reconnaissance. Je suis loin de désirer un cadeau métallique, un cadeau quelconque ; ce n'est donc pas mon intérêt qui me fait vous dire que ces bonnes gens seraient très humiliées d'un refus.

« Je l'accepterai donc, sous condition, jusqu'à ce que j'aie reçu vos ordres. » (Paris, Arch. du ministère des Affaires étrangères, Correspondance politique, Valais, vol. 5, p. 252, copie des Arch. fédérales, à Berne.)

Talleyrand répond à Mangourit, de Paris, le 14 ventôse an VI (4 mars 1798) :

« ... Vous avez trop bien mérité des bons Valaisans qui vous entourent, en les conduisant doucement au régime de la liberté pour que je ne conçoive pas l'empressement qu'ils mettent à vous témoigner leur gratitude, et le petit cadeau qu'ils se disposent à présenter à votre épouse en est un gage qu'il serait affligeant pour eux de voir refuser. Je vous autorise à le recevoir... » (*Ibidem*, p. 271.)

Enfin, le 25 ventôse an VI (15 mars 1798), Mangourit à Talleyrand :

« D'après votre permission, j'ai accepté deux flambeaux, un huilier et une cafetière des communes du Valais occidental. Le seul prix de ce cadeau de cœur est l'inscription gravée sur ces pièces :

« A Mangourit, résident de la République française,
Le Valais libre et reconnaissant. » (*Ibidem*, fol. 297.)

⁷ *Documents* I, pp. 137-138.

⁸ *Ibidem*, pp. 145-146.

⁹ *Ibidem*, p. 114 (art. 142).

Nous n'avons pas retrouvé les procès-verbaux de l'Assemblée ni ceux du Directoire exécutif ; nous n'en connaissons, pour les premiers, que des fragments avec quelques décrets et, pour les seconds, un certain nombre d'arrêtés qui en sont émanés. Toutefois, nous sommes en mesure de retracer sommairement le déroulement de cette affaire qui, en conséquence des changements politiques survenus en Valais, traînera en longueur pour finalement ne pas aboutir, et de décrire, avec pièces à l'appui¹⁰, le projet proprement dit, tel qu'il a été formé par l'Assemblée représentative, et tel qu'il a été conçu par l'artiste parisien à qui l'exécution devait en être confiée.

Le 21 mars 1798, l'Assemblée, présidée alors par Léopold de Nuccé, décide donc d'offrir à Mangourit « un témoignage durable » des sentiments des Valaisans à son égard, et charge « plusieurs de ses membres de s'occuper de la forme du présent, la plus flatteuse et la plus convenable »¹¹. On songe à ce moment à un « bloc de cristal qui se trouve à Viège », auquel on joindra une « antiquité rare en argent »¹².

¹⁰ Nous utilisons à cet effet trois documents conservés à Sion, aux Archives cantonales, dans le fonds de l'Helvétique (= H), que nous décrivons ici et que nous citerons désormais d'après leur seule cote, H 22, fasc. 2, nos 1, 2 et 3 :

H 22/2/1 : Deux feuillets (19,8 × 31,8 cm) portant le décret de l'Assemblée provisoire, du 2 mai 1798, signé de Léopold de Nuccé, président, et de Bonivini et Joris, secrétaires ; l'arrêté du Directoire exécutif provisoire, du 3 mai 1798, signé de Sigristen, président, et de Tousard d'Olbec, secrétaire général, avec une note explicative personnelle de Mangourit ; une déclaration de la Chambre administrative, du 20 novembre 1798, signée de Pittier, président, et de Tousard d'Olbec, secrétaire général. — C'est une copie autographe de Mangourit, certifiée conforme à l'original qu'il a en main, signée et datée de Paris, le 27 germinal an XII (17 avril 1804).

H 22/2/2 : un feuillet (35,5 × 23,4 cm) portant les dessins et les annotations autographes du médailleur Louis Jaley, de Paris, original signé, s. d.

H 22/2/3 : deux feuillets (17,5 × 22 cm), lettre de Jean-Marie Delacoste au grand bailli et conseil du Valais, datée de Morillon, département du Léman, le 23 vendémiaire an XI (15 octobre 1802), original autographe, signée.

¹¹ H 22/2/1 : préambule du décret du 2 mai 1798.

¹² Brigue, Archiv des Geschichtsforschenden Vereins des Oberwallis, A 195 (II) : [Procès-verbaux de l'Assemblée représentative provisoire du 19 au 26 mars 1798], un cahier de 16 p. in-fol. (partiellement endommagé), pour la plus grande partie de la main d'Augustini, p. 11, *Sitzung des 21. Martii 1798* : ... [- - -] *vieler fielen auf dem Gedanken ihm [Mangourit] das [- - -] kristalline Stück, so noch in Vispach ist [zu schenken] und es mit einem seltenen Alterthum [- - -] an Silber zu begleiten.*

Quant au bloc de cristal, Mangourit signalera à Talleyrand, de Berne, le 10 germinal an VI (30 mars 1798), qu'« à propos d'arts » il en a découvert un « de douze quintaux de la plus belle eau dans le Haut-Valais. Il est extrait et je me ferais fort de le procurer en don à la France si on voulait en payer le transport. J'imagine qu'une Liberté colossale en marbre ou en airain, ou plutôt encore une République française qui, exposée au midi, porterait un globe semblable, serait d'une grande beauté ». (Paris, Arch. du ministère des Affaires étrangères, Correspondance politique, Valais, vol. 5, p. 336.)

Il en sera plusieurs fois question dans leur correspondance (*ibidem*, pp. 341, 346 et 347) et, sur l'invitation de Talleyrand, le résident fera envoyer à Paris, au début de juin 1798, « le fameux bloc de cristal estimé douze quintaux et un surnuméraire de six quintaux ». Mangourit ajoute, dans sa dépêche du 18 prairial an VI (6 juin 1798) : « Ces médailles de la conquête du Valais sont frappées par la nature et ne seront, sous aucun rapport, indignes de la nation des arts, des victoires et des vertus » (*ibidem*, p. 388), et dans une dépêche du même jour, adressée à Reubell, président du Directoire : « Puisse le cristal qu'elle [la nature] forma dans les entrailles du Valais fanatisé n'être pas plus pur que les cœurs de tous les Français ! » (Paris, Arch. nationales, A F III 83, dossier 343, p. 39.)

Un rapport est présenté seulement le 2 mai suivant — à la veille de l'insurrection du Haut-Valais — à l'Assemblée, qui décrète « avec acclamation et unanimité » le don d'« une bourse de cent jetons d'or du poids de douze deniers titre de monnaie, portant un emblème et une inscription... » Le Directoire est prié « de chercher un artiste habile » pour réaliser le sujet qui sera gravé sur les jetons et qui est décrit minutieusement dans le décret ; celui-ci sera transmis pour exécution à la Chambre administrative, qui fera diligence et fera « parvenir dans son temps au c. Mangourit ce gage de notre éternel souvenir » ¹³.

Le Directoire, « témoin habituel des soins continus du c. Mangourit pour la tranquillité et la prospérité du peuple valaisan », délègue en outre, le 3 mai, deux de ses membres, le futur grand bailli Augustini et Valentin Sigristen, « ci-devant grand bailli », auprès de Mangourit « pour lui donner communication du décret de l'Assemblée représentative et lui exprimer la reconnaissance et la vénération dont tous ses membres sont personnellement pénétrés » ¹⁴.

Mais la Chambre administrative, dès le début de sa mise en activité, est immédiatement préoccupée de beaucoup d'autres affaires plus urgentes ; elle ne signera que le 20 novembre 1798 l'expédition sur parchemin, munie de son propre sceau, à défaut de l'ancien sceau de la république du Valais « dont se servait le Directoire exécutif provisoire, [...] tombé entre les mains des insurgés du Haut-Valais lors de leur entrée à Sion » ¹⁵.

A-t-elle joint alors à son envoi, pour examen, le projet élaboré, avec deux variantes — des jetons ou une médaille —, par Louis Jaley, médailleur à Paris ? On l'ignore, comme on ignore aussi à quel moment contact a été pris avec l'artiste et quel est le personnage ¹⁶ qui a suggéré de s'adresser à lui. Quoi qu'il en soit, le dessin présenté par Jaley a été conservé ¹⁷.

Toutefois, si dans l'exécution le projet en restera là, Mangourit n'en poursuivra pas moins des démarches, durant plusieurs années, pour obtenir satisfaction, mais en vain. Le temps avait passé...

C'est par l'intermédiaire de Jean-Marie Delacoste, originaire de Morillon en Haute-Savoie, maire de Sion en 1798, puis membre du Grand Conseil de la République helvétique, que Mangourit fait parvenir, le 29 brumaire an X (20 novembre 1801), un premier rappel à la Chambre administrative du Valais : l'ancien résident ne demande pas « l'exécution en jetons » du projet, « cela serait trop dispendieux ; il désirerait que cela fût converti en un médaillon d'or d'environ quinze louis de poids, sur laquelle

¹³ H 22/2/1 : décret du 2 mai 1798.

¹⁴ *Ibidem*, arrêté du Directoire du 3 mai 1798, et annotation personnelle de Mangourit.

¹⁵ H 22/2/1 : déclaration de la Chambre administrative du 20 novembre 1798.

¹⁶ Serait-ce Louis Tousard d'Olbec (1757-1840), secrétaire général de la Chambre administrative ? Ce n'est pas impossible. Tousard était parisien et s'était établi à Saint-Maurice depuis son mariage, en 1789, avec Marie-Elisabeth-Marguerite de Nuce (1761-1841), veuve du comte de Paradès. — Voir L. DUPONT LACHENAL, *Un grand mariage à Saint-Maurice à la veille de la Révolution*, dans *Annales valaisannes*, 1949, pp. 63-68.

¹⁷ H 22/2/2.

[sic], au revers et sur la face on fit graver le programme ; sur la médaille : *le Grand Baillif et Conseil du Valais a fait exécuter le...* C'est tout au plus une offrande de trente louis avec la gravure ». Bien que la Chambre administrative ait « répondu favorablement » à Delacoste, sa requête n'a eu aucune suite. C'est pour cette raison qu'à la prière de Mangourit, il revient à la charge, dans un second rappel, daté de Morillon, département du Léman, le 23 vendémiaire an XI (15 octobre 1802) ¹⁸.

Ce rappel est évoqué, le 19 octobre 1802, en séance du Conseil d'Etat, qui arrête de consulter à ce propos « la diète prochaine » ¹⁹. Mais le même jour, le grand bailli Augustini écrit à Delacoste les lignes suivantes :

« Le Conseil d'Etat, ayant pris en considération la lettre relative à M. Mangourit, est dans la persuasion que la Chambre administrative à laquelle vous vous êtes adressé pour le même objet à [sic] mon absence, alors [que j'étais] président de ladite Chambre, a cru ne pouvoir rien faire par elle-même ²⁰, vu que les deniers qui étaient en son pouvoir appartenaient à la République helvétique dont le Valais faisait partie intégrante, et le gouvernement valaisan, voyant que la diète va commencer dans huit jours et considérant qu'il ne peut disposer des deniers de la République, qui se trouve dans une grande détresse, sans y être autorisé par la Diète, proposera cette demande à la diète prochaine.

» Le Conseil d'Etat aurait même souhaité d'être nanti du mandat en original, par laquelle M. Mangourit en a chargé [sic] ; je crois réellement que cette demande serait alors encore mieux accueillie. » ²¹

Revenant sur cet objet le 4 novembre 1802, le Conseil d'Etat décide « que cela sera renvoyé à la diète avec un simple énoncé du fait » ²².

A la diète d'octobre-novembre 1802, il est donc donné lecture, en séance du 4 novembre, d'une lettre du Conseil d'Etat qui expose qu'« au mois de mai 1798, l'Assemblée représentative de la république du Valais, au moment où elle allait cesser d'exister, avait décrété qu'il serait offert au c. Mangourit, résident français, une bourse de cent jetons portant une gravure à son honneur ; que ce citoyen avait réclamé à diverses époques l'exécution de ce décret honorifique, s'étant réduit à demander une simple médaille portant les emblèmes décrétés ; que la Chambre administrative s'était toujours excusée de la faire exécuter aux frais du Valais dans les circonstances ruineuses où il le trouvait ; qu'enfin, le c. Mangourit venait encore de réitérer ses réclamations auprès du Conseil d'Etat par l'entremise de l'ex-maire Lacoste, demandant une médaille en or du poids de quinze louis avec les emblèmes décrétés en son honneur et dont la gravure est estimée par lui à quinze autres louis ». — « L'assemblée délibérant sur cet

¹⁸ H 22/2/3.

¹⁹ Sion, Archives cantonales, M (= fonds de la Médiation) 11, pp. 119-120 : Protocole ordinaire du Conseil d'Etat, séance du 19 octobre 1802, n° 187.

²⁰ Ce qui contredit l'assertion de J.-M. Delacoste qui prétend (H 22/2/3) avoir reçu une réponse favorable de la Chambre administrative. Voir aussi ci-après la lettre du Conseil d'Etat, lue en diète à la séance du 4 novembre 1802.

²¹ M 32, pp. 18-19 : Correspondance du Conseil d'Etat (soit du grand bailli), extérior. Minutes.

²² M 11, pp. 137-138 : séance du 4 novembre 1802, n° 211.



Projet de la médaille, par Louis Jaley.
(Photo Jean-Marc Biner, Sion.)

objet a cru devoir, par les mêmes motifs qui avaient retardé l'exécution du décret en faveur du c. Mangourit, ajourner encore sa demande. » ²³

Si, par la suite, le protocole du Conseil d'Etat mentionne encore d'autres réclamations de Mangourit relatives à des dépenses faites en 1798 ²⁴, on n'y rencontre plus rien concernant le décret du 2 mai 1798. Bien que l'ancien résident ait envoyé au Conseil d'Etat une copie conforme du décret, datée de Paris, le 27 germinal an XII (17 avril 1804) ²⁵ — alors qu'Augustini, dans sa lettre à Delacoste, du 19 octobre 1802, ait souhaité la production de l'original —, il semble bien que désormais l'affaire ait été classée définitivement.

* * *

Comment devaient se présenter ces cents jetons d'or que l'Assemblée représentative avait votés le 2 mai 1798 en don à Mangourit ?

Le décret lui-même, nous l'avons signalé, fournit une description minutieuse de l'« emblème » et le texte de l'« inscription » :

« D'un côté [l'avvers], le Valais désigné par un paysage montagneux traversé par le Rhône formera le fond du tableau. Vers les deux tiers du cours du Rhône, sur un pont, on voit une colonne brisée. A la portion tombée tient une chaîne rompue, emblème de l'affranchissement du Bas-Valais. Sur la rive gauche du Rhône, auprès d'un arbre de liberté, est placée une Minerve : d'une main, elle suspend à l'arbre sa lance dont elle ne veut point se servir ; de l'autre, elle présente son bouclier à la Discorde, placée sur l'autre rive du Rhône, qui s'efforce de pénétrer en Valais et que la tête de Méduse met en fuite. Cet emblème caractérise la prudence, la force et l'éloquence avec laquelle le c. Mangourit a conduit la révolution en Valais, déconcerté et repoussé les agitateurs et assis la liberté sans aucune force étrangère. Sur la droite du tableau, du même côté que Minerve, on voit un autel sur lequel est le chapeau de Guillaume Tell ; au pied de cet autel, deux faisceaux, l'un de sept lances, l'autre de trois, s'inclinant l'un vers l'autre et réunis par un rameau d'olivier, expriment cette affection mutuelle avec laquelle le Haut et le Bas-Valais ont opéré leur réunion sans effort et sans aucune trace d'animosité.

» De l'autre côté des jetons [le revers], on lira cette inscription : A Mangourit, le Valais libre, paisible et reconnaissant. »

Pour réaliser leur projet, les Valaisans ont su trouver « un artiste habile » : ils se sont adressés à un médailleur parisien, Louis Jaley (1763-1838). Elève du sculpteur Jean-Guillaume Moitte, qui exécutera le tombeau du général Desaix dressé dans l'église de l'Hospice, au Grand-Saint-Bernard, en 1806 ²⁶, Jaley est l'auteur de nombreuses médailles frappées durant la

²³ Protocole de la diète d'octobre-novembre 1802, séance du 4 novembre 1802, pp. 28-29.

²⁴ Par exemple, M 12, pp. 152-153 : séance du 26 avril 1803, n° 214, 4°.

²⁵ H 22/2/1.

²⁶ Voir Ferdinand BOYER, *Le sculpteur Moitte et le tombeau du général Desaix au Grand-Saint-Bernard*, dans *Bull. de la Société d'histoire de l'art français*, année 1964 (Paris, 1965), pp. 127-138, avec une planche hors-texte. — L. Quaglia, *La Maison du Grand-Saint-Bernard des origines aux temps actuels*, Aoste, 1955, pp. 503-504.

Révolution et l'Empire, notamment, en 1804, de la médaille commémorative du sacre de Napoléon par Pie VII ²⁷.

Dans le dessin original, où se lisent en outre des explications et le détail des prix, Jaley a prévu deux cas, à choix : celui où la Chambre administrative commanderait cent *jetons* frappés, et celui où elle opérerait pour une *médaille* frappée ²⁸.

En effet, il présente, au centre de la feuille, sous lettre C, le « dessin en grand d'une médaille ou d'un jeton, d'après le décret [*erreur pour* : arrêté] du Valais en date du 3 mai 1798 ». Ce médaillon, un papier collé sur la feuille, a un diamètre de 11 cm et porte, en bas, à gauche, la signature de l'artiste (pl. I). Celui-ci ajoute une remarque : « On observera que, si l'exécution est *en médaille*, tout ce qui est dans le dessin C y sera compris ; que, si l'exécution est *en jetons*, tout ne sera pas scrupuleusement frappé, à cause de l'exiguïté du champ. »

A gauche du « dessin en grand », sous lettre A, la « forme du jeton conformément au poids fixé pour chacun des cents par le susdit décret ». Le jeton a un diamètre de 3,1 cm.

A droite, sous lettre B, la « forme de la médaille proposée pour équivaloir à la bourse de cent jetons décrétée ». Cette médaille, de 6,3 cm de diamètre, porte l'inscription en capitales romaines qu'on peut lire distinctement sur la planche reproduite en hors-texte.

Les explications de l'artiste sont suivies du détail des prix :

Pour *cent jetons* gravés : « 100 jetons d'or font 4800 livres ; frais de gravure en médaille, 1500 livres ; frais de monnayage des cents jetons, 200 livres » ; au total : 6500 livres.

Pour une *médaille* frappée : « médaille en or, 600 livres ; frais de gravure, 2400 livres ; frais de monnayage, 400 livres » ; au total : 3400 livres.

Si l'inscription gravée par Jaley concorde avec le texte du décret, on ne peut pas en dire autant de l'« emblème », c'est-à-dire de la scène qui devait figurer sur l'avvers. Le médailleur a dû, évidemment, interpréter et même quelque peu simplifier le programme fort chargé qui lui était fixé. Pour s'en convaincre, il suffit de relire le texte du décret y relatif. De plus, au bas du dessin, Jaley a encore noté trois observations : « On n'a pu mettre la réunion des dix dizains dans le corps de la médaille ; on l'a placée en bas, enlacée d'une couronne d'olivier. — On inscrira sur la base de l'autel les noms des directeurs du Valais à cette époque et, au-dessous, celui du secrétaire général. — On a évité tout emblème qui pourrait être désagréable à qui que ce soit. »

Enfin, une dernière *nota*, qui explique la conservation, en Valais, du projet original de Jaley : « Il faudra renvoyer les dessins pour l'exécution. »

²⁷ L. FORRER, *Biographical Dictionary of Medaillists*, t. III, Londres, 1907, p. 54.

²⁸ Les mots reproduits en italique sont soulignés dans l'original.